



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 23/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADIS Services

ZAC Sudessor
49 avenue des Grenots
91150 Étampes

Références : H2-2024-075

Code AIOT : 0006600922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'astreinte de la DREAL, d'un départ d'incendie le 09 août 2024, dans une benne de déchets dangereux. L'inspection qui s'est déroulée le 12 août 2024, visait à investiguer sur les causes potentielles, les conséquences de l'incendie ainsi que les mesures prises par l'exploitant. Cet incident fait suite à deux incidents similaires, qui ont eu lieu les 27 mai et 29 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS Services
- Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006600922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Filiale du Groupe Séché Environnement, la société TRIADIS Services exploite une plateforme de transit, de tri, de regroupement et de traitement de déchets dangereux dans la limite de 365 tonnes de déchets susceptibles d'être présents sur site (~6300 tonnes ont été réceptionnées en 2023).

L' établissement, qui est en activité du lundi au vendredi, emploie 27 personnes. Les déchets réceptionnés sur le site, dont le périmètre occupe une surface de 10 979 m², proviennent principalement des départements des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Les activités du site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°2000-1-3244 du 23 octobre 2000. Les prescriptions encadrant l'exploitation des installations sont celles de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012-I-951 du 20 avril 2012.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 20/04/2012, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Moyens d'intervention en cas de sinistre	AP Complémentaire du 20/08/2024, article 8.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etude des dangers	AP Complémentaire du 20/04/2012, article 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le départ de feu a été rapidement détecté et maîtrisé. L'exploitant a précisé qu'en période de fortes chaleurs, une sensibilisation à tout départ de feu est assurée et des précautions supplémentaires sont prises. Il convient cependant de s'interroger sur la répétition de ce type d'événement qui concerne le stockage de déchets dangereux dits pâteux et de leurs emballages. Dans ces conditions, l'exploitant devra transmettre,

sous 15 jours, le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 du code de l'environnement, auquel sera joint un retour d'expérience des différents événements qui ont eu lieu sur le site de Villeneuve-lès-Béziers et sur d'autres sites exploités par la société au niveau national en lien avec ce type de déchets. Le rapport s'attachera à proposer des mesures correctives efficaces notamment en matière de tri.

Par ailleurs, dans les mêmes délais, les éléments suivants devront être fournis :

- les justificatifs d'évacuation des eaux d'extinction et de prise en charge via les filières de traitement de déchets dangereux ;
- l'attestation de formation relative aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes), de l'équipier qui est intervenue sur l'incendie du 09 août 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. L'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 20 Avril 2012 précise : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.
Constats : L'astreinte de la Dreal a été informé, le lundi 09 août à 08h45, par l'exploitant, d'un départ de feu dans une benne de déchets. Il ressort des investigations menées lors de l'inspection, les éléments suivants :

- L'incendie s'est déclaré dans la benne de capacité 80 m³ dédiée aux produits dangereux pâteux de type crépis, peintures et de leurs emballages. Le taux de remplissage de la benne a été estimé à environ 80 % de sa capacité.
- Le départ de feu a été constaté lors des opérations de grapinage des déchets. Un robinet d'incendie armé a été mis en œuvre par l'agent technique présent en première intervention puis l'extincteur poudre a été utilisé. Le feu a été rapidement maîtrisé mais s'est ré-enclenché une seconde fois.
- Par mesure de sécurité, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été prévenu par l'exploitant. A l'arrivée des agents du SDIS, l'exploitant indique que le feu avait été maîtrisé. Ils ont toutefois décidé de noyer la benne afin de neutraliser toute nouvelle ré-activation des flammes.
- La vérification réalisée, le jour de l'inspection, sur l'enregistrement de la caméra thermique située au-dessus de la benne, met en évidence une détection de la température qui est passée de 50°C à 158°C de façon spontanée. L'alarme associée est réglée à 70°C pour éviter les déclenchements intempestifs dus à la montée en température des parois métalliques de la benne sous l'effet du rayonnement solaire, la benne étant située en dehors des halls de stockage.
- Le volume de déchets incendiés est faible, entre 4 et 5 m³, les produits étant par nature peu combustibles. La benne incriminée semble intègre, aucun effet thermique n'est visible, y compris sur les bâches servant à recouvrir le chargement et disposer le long des parois. Le feu semble avoir été de faible intensité.

Il s'agit d'un événement qui est en tout point similaire à celui du 29 juillet dernier (la même benne et la même zone dans la benne). Il convient de préciser également qu'un départ de feu a eu lieu, sur le site, dans une benne accueillant le même type de déchets, le 27 mai 2024 .

Suite à cet incendie, des précautions supplémentaires ont été prises par l'exploitant, en période de fortes chaleurs, à savoir la mise en place de 2 rondes par jour en semaine, visant à vérifier au moyen d'une caméra thermique, l'absence de source d'ignition. Un agent de sécurité assurant ce contrôle toutes les heures, est présent le week-end sur le site.

Aucun rapport n'a été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 pré-cité. Eu égard aux départs de feu similaires qui se sont produits les 27 mai et 29 juillet 2024, le rapport devra s'attacher à faire un retour d'expérience des différents événements qui ont lieu sur le site et sur d'autres sites exploités par la société au niveau national en lien avec ce type de déchets. Le rapport s'attachera à proposer des mesures correctives efficaces notamment en matière de tri. L'exploitant devra également assurer la traçabilité des rondes effectuées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2012, article 4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction mises en œuvre dans le cas d'un incendie seront confinées dans les rétentions existantes au niveau des halls Ouest et Est et dans le lagune de régulation de 70 m³. Elles seront évacuées du site et traitées comme un déchet dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté le confinement des eaux d'extinction via les réseaux et le bassin de rétention par l'actionnement de la vanne guillotine. Aucun écoulement aval n'a été mis en évidence. L'exploitant a précisé que la prise en charge de ces déchets ne pourra pas être effective le jour suivant l'incendie, en raison de l'indisponibilité du collecteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les justificatifs d'évacuation des eaux d'extinction et de prise en charge via les filières adaptées devront être transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Etude des dangers

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2012, article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux plans et données du dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de redémarrage des installations.</p> <p>Par application de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'organisation des différents stockages ne correspond pas à l'organisation initialement prévue, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux et non dangereux sont implantées dans un bâtiment unique de 1253 m². • Ce bâtiment est constitué de 3 halls affectés de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le hall Ouest abrite les activités de récupération et de collecte d'huiles usagées avec 6 cuves cylindriques verticales de 30 m³ dont 4 sont utilisées pour le regroupement des huiles usagées et 2 pour le regroupement des eaux souillées et des liquides de refroidissement.

- Le hall Central est utilisé pour le stockage d'emballages vides ré-utilisables (caisses, palettes etc.), de bennes d'emballages vides souillés, de déchets pâteux, de batteries et filtres à huiles et à gasoil, ainsi que de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) conditionnés en caisse grillagée.
- Le hall Est abrite la plate-forme de transit et de regroupement de déchets dangereux, solides et liquides dont font partie les déchets pâteux.

Ces éléments ont été retenus dans les hypothèses de calcul des flux thermiques de l'étude de dangers fournis dans le dossier de ré-démarrage des installations de 2012.

Concernant le cas particulier des déchets pâteux dangereux qui ont fait l'objet des 3 derniers départs de feu, il a été constaté que les bennes sont disposées en limite nord du site, à proximité de la zone de tri, à l'extérieur du hall initialement prévus à cet effet. Ce hall est constitué de 4 façades coupe-feu REI 120.

L'exploitant a transmis, par courrier du 7 août 2024, un dossier de porter à connaissance relatif aux évolutions apportées au site depuis 2012 (ajout d'atelier, réagencement des stockages, etc.). Ce dossier en cours d'instruction, prévoit une zone de stockage extérieure qui abriterait les bennes de déchets pâteux. L'étude de dangers actualisée prenant en compte cette modification est jointe au porter à connaissance. L'examen de ce dossier donnera lieu à l'actualisation des prescriptions techniques applicables au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2024, article 8.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Équipe d'intervention

Prescription contrôlée :

Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement. Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes).

Constats :

Le justificatif de formation de l'équipier qui est intervenu pendant le sinistre n'a pas été présenté à l'inspection. La transmission de ce document par courriel prévu à la suite de la visite d'inspection n'a pas été faite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir les justificatifs de formation de l'équipier qui est intervenu sur l'incendie du 09 août 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours